

Implantation des Boutiques et Kiosques dans la Ville de Goma : mécanisme de survie des tenanciers dans la lutte contre la pauvreté

KASUKU KAHUYEGE Jean Pierre*

Résumé

La Ville de Goma est devenue un carrefour important qui accueille une population de plus en plus jeune, avec beaucoup de difficultés d'accès à l'emploi formel. Les institutions publiques ne pouvant pas combler cette lacune, la population s'investit dans de petites activités de survie, notamment les boutiques et les Kiosques. Dans la Ville de Goma, il s'agit des opportunités qui permettent à la population de s'inscrire dans la dynamique de la lutte contre la pauvreté. La réalisation de ce travail vise l'exploitation des documents en rapport avec les activités commerciales de l'informel, de l'approche analytique et descriptive, un sondage d'opinions, des entretiens de face à face avec les tenanciers des boutiques/kiosques, à travers un protocole de 15 questions ouvertes et de 8 questions dichotomiques. L'étude a aussi procédé par un échantillonnage probabiliste aléatoire simple. Pour maximiser les chances d'atteindre toute les observations constituant l'échantillon, les tenanciers des Boutiques et Kiosque étaient rencontrés chaque fois, dans leur lieu de travail. Les résultats obtenus ont confirmé que les activités commerciales de l'informel exercées par les tenanciers sont un palliatif au chômage et leur permettent de sortir du cycle des sans-emplois, de produire du revenu et de répondre ainsi à multiples besoins essentiels. Il est ressorti aussi certaines contraintes qui sont essentiellement d'ordre administratives.

Mots Clés : *Boutique, Kiosque, Lutte, Pauvreté, Tenanciers, Survie.*

Abstract

The city of Goma has become a major crossroads, home to an increasingly young population, with many difficulties in accessing formal employment. As public institutions

* *Docteur en gestion des ressources naturelles et développement, avec comme spécialité et domaine de recherche le développement et la réadaptation communautaire. Enseignant à temps plein à l'Université de Goma, au Département de Développement et Actions Humanitaires.*

are unable to fill this gap, the population is investing in small survival activities, in particular shops and kiosks. In the city of Goma, these are opportunities that enable the population to take part in the fight against poverty. The study used documents relating to informal commercial activities, an analytical and descriptive approach, an opinion poll, and face-to-face interviews with shop/kiosk owners, using a protocol of 15 open-ended questions and 8 dichotomous questions. The study also used simple random probability sampling. To maximise the chances of reaching all the observations in the sample, the shop and kiosk owners were met each time at their place of work. The results confirmed that the informal commercial activities carried out by the tenants are a palliative to unemployment and enable them to break out of the cycle of joblessness, generate income and thus meet multiple essential needs. Certain constraints also emerged, which are essentially administrative in nature.

Key words: *Shop, Kiosk, Fight, Poverty, Tenants, Survival*

1. Introduction

La consultation du document des stratégies de croissance et de réduction de la pauvreté 2006 (DSCR-2006) de la République Démocratique du Congo (RDC) attire l'attention sur les chiffres qui dégagent le degré de pauvreté de la population. Il est dit qu'elle vit dans une pauvreté extrême aggravée par des événements multiples dont la mal gouvernance, les guerres, les crises politiques consécutives à la longue et difficile transition politique. Près de 80 % de sa population survivent à la limite de la dignité humaine. Les résultats de l'enquête 1-2-3 révèlent des taux de pauvreté monétaire : 71,34 % de pauvres¹. En 2010, cette situation a aussi été décrite dans le rapport de la banque africaine de développement. Il y est dit, notamment « ...le taux de pauvreté au niveau national avoisine 70% de l'ensemble des ménages. La répartition spatiale de ce phénomène montre que le milieu rural enregistre un taux de pauvreté de 72% contre 59% pour le milieu urbain. Tandis que la répartition par provinces montre une disparité entre elles, avec des taux qui avoisinent

¹ RDC, *Document de Stratégie de Croissance et de Réduction de la Pauvreté*, juillet 2006.

les 90% pour les provinces de Bandundu et de l'Equateur contre un taux de 50% pour d'autres provinces à l'instar du Kasai et la capitale Kinshasa ».²

Dans le classement mondiale des indicateurs du développement humain, dans le tableau qui donne les tendances des indicateurs humanitaires et de développement basiques additionnels, la RDC est classée 180^{ème} sur 195^{3,4}. Contradictoire avec les immenses ressources que la RDC est incapable de transformer et convertir en richesses. Dans la province du Nord Kivu, bien que la pauvreté soit perçue par la somme des signes décrits au niveau des villages/quartiers, des territoires et villes, il y a lieu de noter cependant qu'elle est davantage perçue comme une conséquence de l'insécurité, de l'impraticabilité des routes et voies de dessertes agricoles et de la faible production agro-pastorale, du déplacement massif de la population, et de la forte concentration des populations dans des centres urbains dont l'accessibilité aux services sociaux de base dépend essentiellement d'une dynamique humanitaire axée sur l'aide internationale. A cela s'ajoute le faible revenu monétaire, le pouvoir d'achat faible de la population, l'insuffisance d'espaces cultivables et le conflit de pouvoir qui rend difficile la cohabitation des groupes ethniques. Les pauvres sont majoritairement des travailleurs indépendants dans le secteur informel, [bien que] les tendances de l'emploi varient selon les zones de résidence. Aussi, dans les villes secondaires, telle que dans les villes du Nord Kivu, il est dit qu' « en "2012, environ 75 % des pauvres étaient des travailleurs indépendants dans le secteur informel »⁵

Le DSRP fait apparaitre que 70,9% des populations sont pauvres⁶, vivant dans des conditions déplorables ou la seule alternative pour s'en sortir, est de verser dans les activités de survie. En effet, la main d'œuvre active se trouve dans une situation de précarité qui est la résultante du système économique extravertie et dont les rares opportunités se trouvent

² Ahmed Moumm, Analyse de la pauvreté en République démocratique du Congo, Banque Africaine de Développement, N° 112 - Août 2010

³ Rapport sur le Développement Humain, 2023-2024, PNUD, UN Plaza, New York, NY 10017 États-Unis

⁴ Classement des Etats du monde par Indices de Développement, 2024, Atlasocio.com [https://atlasocio.com/classements/economie/...](https://atlasocio.com/classements/economie/)

⁵ Banque Mondiale, République démocratique du Congo RDC – Évaluation de la pauvreté, Rapport n°: ACS19045, 2016.

⁶ Nord Kivu, Document de Stratégie et de Réduction de la pauvreté Provincial, 2005

confisquées par une certaine catégorie de citoyens qui ne jurent que pour leur propre enrichissement.

Certaines études ont ressorti la perception de la pauvreté à travers différentes classifications⁷ ou dimensions⁸. Ailleurs, la classification a été faite sur base de certains indicateurs tels que le patrimoine, les dépenses, le travail, le logement, la santé, l'alimentation, et l'éducation.

A l'heure de la décennie des OMD/ODD⁹, dans un environnement dominé par la précarité, la conjoncture difficile et la crise mondiale actuelle, dans un environnement d'accueil des milliers de déplacés augmentant ainsi les besoins de la population locale et ses tribulations liées à l'insécurité récurrente, comment les tenanciers de boutiques et kiosques de la Ville de Goma, participent-ils à l'appropriation de l'ODD numéro 1 en rapport avec l'éradication de la pauvreté ? Ce travail fait état des résultats d'une petite enquête menée auprès des tenanciers des boutiques et kiosques, avec pour but de renseigner sur leurs activités de survie mises en place. Les boutiques et les kiosques sont des activités de services qui foisonnent dans la Ville de Goma, si bien qu'il n'y a presque aucune avenue, aucune rue qui n'est marquée par la présence de ces unités de service. Leur caractère de survie apparait d'emblée dans les différentes dénominations qu'on voit affichées soit sur le haut de la porte ou à l'entrée.

⁷ Ailleurs, la pauvreté est différemment catégorisée. Dans leur livre intitulé « des ruines du développement (2003) », Wolfgang S. et Gustavo E. parlent de la pauvreté facile à satisfaire qu'ils appellent frugalité ; la pauvreté pitoyable (misère) et la pauvreté dépendante (pénurie). Par contre Serge Paugam parle de la pauvreté intégrée, la pauvreté marginale et la pauvreté disqualifiante. Pour lui, la pauvreté Intégrée, est une sorte de pauvreté héritée de la famille. On est né dans une famille pauvre et on vivra pauvre. Ensuite, vient la pauvreté marginale, invisible, qu'on a tendance à cacher. On peut la rapprocher à ce que Wolfgang S. et Gustavo E. appellent la frugalité. Pour l'identifier, on se base sur le logement, les vêtements, le revenu. Enfin, la pauvreté disqualifiante, celle qui est relative à l'insécurité sociale et à l'exclusion. Il est dit par ailleurs qu'une personne vit dans la *pauvreté extrême* si elle ne dispose pas de revenus nécessaires pour satisfaire ses besoins alimentaires. Le rapprochement de cette analyse et fort flagrant avec la situation socioéconomique et le niveau de vie qui sont ceux des congolais.

⁸ Dans le DSCR 2006 de la RDC, il est dit, « les perceptions de la pauvreté s'articulent autour de quelques dimensions du vécu des populations. Certaines de ces dimensions sont tangibles et d'autres intangibles. Il s'agit notamment : (i) des besoins fondamentaux non satisfaits ; (ii) de la détérioration des facteurs de production ; (iii) du manque de paix ; (iv) de la culture d'impunité renforçant la corruption, l'injustice et l'exclusion et (v) du faible accès aux services sociaux de base ».

⁹ Objectifs de Millénaire pour le Développement/Objectifs de Développement Durable

Cette étude se focalise sur six points, entre autres : l'Introduction, la circonscription de l'état de lieux et l'approche méthodologique, une brève considération sur les activités de Survie du secteur informel, la présentation des résultats de l'enquête, un regard critique sur le maillon boutiques/kiosques vis-à-vis de la survie des tenanciers et une petite conclusion.

2. Circonscription de l'état de lieux et approche méthodologique

En 2015, les Nations Unies ont évalué le degré d'atteinte des OMD proclamés en 2005, objectifs considérés comme la feuille de route de référence dans le processus de lutte contre la pauvreté. Si dans l'ensemble, il apparaît une certaine évolution, les résultats atteints ont été cependant minimes par rapport aux espoirs. Il est dit, par exemple, que « *bien que la pauvreté des travailleurs ait diminué, plus de 60 % des travailleurs dans le monde en développement gagnent encore moins de 4 dollars par jour* ». ¹⁰Ces OMD ont été convertis en ODD dont l'évaluation devra prouver aussi du degré de leur implémentation dans la lutte contre la pauvreté.

Pour rappel, depuis 1995, on mesure l'extrême pauvreté dans le monde en développement au moyen d'une norme de la banque mondiale représentant les seuils de pauvreté enregistrés dans les pays les plus pauvres de la planète. Il a été fixé en 1990 à un dollar par personne et par jour, ce qui n'est pas toujours évident dans beaucoup de pays sous développés. ¹¹ Cette norme, dit-on, a progressé depuis, passant de 1,25 à 2\$ pour les « modérément pauvres », et variant entre 2 à 4\$ pour les « quasi-pauvres » ¹².

ATD ¹³ quart monde fustige cette façon d'apprécier l'amélioration du niveau de vie de la population à partir des chiffres qui sont loin de décrire la réelle vérité. Cette association dit, notamment : « *Le critère de 1,25 dollar par jour ne devrait plus être considéré comme une mesure fiable de l'extrême pauvreté dans le monde. Les programmes de développement conçus selon les cibles et indicateurs des OMD n'ont pas atteint les populations les plus*

¹⁰ Nations Unies, Objectifs de Millénaire pour le Développement, Rapport 2013

¹¹ fr.wikipedia.org/wiki/Seuil_de_pauvreté, consulté le 15 juillet, 2017 à 10h00 -

¹² Eugen Brand, Isabelle Pypaert Perrin et al., Pour un Développement Durable qui ne laisse Personne de côté : Le défi de L'après-2015, Mouvement international ATD Quart Monde France, www.editionsquartmonde.org

¹³ Agir Tous pour la Dignité/Quart Monde : ONG Internationale créée en 1957 par Joseph Wrensiski, et dont la vision est celle de l'avènement d'un monde égalitaire.

pauvres. Ils ont par ailleurs ignoré la connexion entre l'inégalité, la pauvreté et la justice climatique »¹⁴

Une évidence est que la réduction de la pauvreté est tributaire du plein emploi et d'un travail décent pour tous. Or le nombre de travailleurs pauvres ayant un emploi a peu de chance de diminuer quand la productivité n'augmente pas. Comment alors lutter contre la pauvreté dans un environnement où tantôt ce sont les emplois qui n'existent pas, tantôt les gens font semblant de travailler en vivant le chômage déguisé, tantôt c'est l'oisiveté qui constitue le lot quotidien de la population ?

En RDC, 80% de la population vit de la débrouillardise¹⁵, notamment en exploitant des petites activités du secteur informel, et la Ville de Goma en particulier en tant que « *carrefour* » dans la Province du Nord Kivu, est un cas manifeste. La résilience de la population est mise à rude épreuve si bien qu'elle doit s'adapter au jour le jour, à toutes les situations en face desquelles elle se trouve. Il est clair que, plus qu'en milieu rural, c'est en ville que ce phénomène est le plus observé, avec l'augmentation de la population créant ainsi la multiplication des besoins auxquels il faut des réponses appropriées. Les projections des démographes soulignent que d'ici 2050, l'accroissement des populations en ville sera plus prononcé qu'en milieu rural. Ce phénomène sera liée pas seulement à l'exode rural, mais beaucoup plus à la natalité dans les milieux urbains. Observé déjà dans la Ville de Goma, l'accroissement de la population, de 1990 à 2018, est passé de 90000 habitants¹⁶ à 1100000 habitants¹⁷, alors qu'une étude faite en 2021 l'estimait à 1250000 habitants¹⁸, presque multiplié par douze.

¹⁴ Eugen Brand, Isabelle Pypaert Perrin et al, Op. Cit.

¹⁵ Qui s'appelle autrement article 15

¹⁶ Rapport Mairie de la Ville de Goma, 2016.

¹⁷ www.congo-autrement.com/blog/accueil/, présentation de la Ville de Goma, du 14/04/2017

¹⁸ *Courrier International*, « *Au-dessous du volcan, Goma tremble* », n° 1596, 3 juin 2021, p. 24, traduit d'un article publié dans *The Economist* le 23 mai 2021

Avec cette forte croissance démographique, le secteur productif classique ne répond plus aux préoccupations des pauvres. Thomas Malthus¹⁹ a soulevé toute la notion de la pression destructrice de la population sur les ressources et a souligné le fait qu'il y aura toujours un déséquilibre entre l'augmentation géométrique de la population par rapport à la production qui s'accroît de façon arithmétique. Dans l'environnement de la Ville de Goma, cette théorie semble se confirmer : augmentation intense de la population, alors qu'il y a une sorte de stagnation dans le secteur productif, d'où pour survivre, la population met en place d'autres mécanismes de survie pour accéder à la subsistance, mécanismes qui lui sont accessibles.

La précarité s'observe également dans le secteur de l'emploi, caractérisé par des incertitudes pour les demandeurs d'emploi, si bien que la quasi-totalité de la population se retrouve dans le secteur de la débrouillardise, les « *Juwa kali* », littéralement soleil brûlant ou sous le soleil, par allusion au temps passé devant les étalages ou au long trajet pendant la journée avec divers articles sur la tête ou à même le bras ; tout cela sous un soleil accablant. Quand on sillonne les différents quartiers de la Ville de Goma, on ne s'étonne plus de cette prolifération de la gamme de petites activités de subsistance dans lesquelles sont versées les gens. Elles sont de plusieurs sortes et diversifiées selon le sexe et les âges : portefaix, laveurs des véhicules, colporteurs, casseurs de pierres, petits détaillants des produits vivriers, boutiquiers, vendeurs sur étalages, cireurs des chaussures, recycleurs des déchets plastiques ou métalliques, ou valorisateurs des objets usagers en provenance de l'Europe (jouets pour enfants, ustensiles de cuisine, chaussures, sacs, sacoches et habits usagés, électroménagers de seconde main, commissionnaires, vendeurs d'essence, La quasi-totalité de la population, voire même les gens qui sont dans le secteur libéral²⁰, se retrouvent dans le secteur informel qui est devenu la seule porte de subsistance pour ceux qui s'y adonnent. Le chômage déguisé étant une réalité chronique en RD Congo, il incite la quasi-totalité de la population à s'inscrire dans le secteur des petits métiers de survie. Et ceux qui s'y dérobent,

¹⁹Canalis, E. et Ebert, C., croissance et population, www.yildizoglu.fr/croissance/dos9900/population.html, consulté le 12/12/2017 à 10H40

²⁰ Cette catégorie de gens se retrouvent dans des activités de sous-traitance, de commission, pour arrondir leur revenu qui n'est plus suffisant par rapport à la conjoncture.

pour pallier la carence d'accessibilité légale au revenu, se retrouvent facilement dans *la forte prévalence de la grande corruption et de la corruption discrète* »²¹ (Banque Mondiale, 2010).

Des différentes personnes qui s'investissent dans ce secteur informel, une catégorie s'est orientée dans l'érection des boutiques et kiosques, avec des dénominations « *théophores* » (*Dieu avec lui, présence de Dieu, œuvre de Dieu, que Dieu le protège, le miracle de Dieu, c'est Dieu qui donne, Dieu partage, Jésus est la réponse, Dieu est bon, ...*).

Au regard des exigences de la tenue et la gestion de ce genre d'activités, et du nombre élevé des personnes qui s'y sont orientées, il y a lieu de poser deux questions fondamentales, à savoir : d'une part les activités des kiosques et des boutiques permettent-elles à leurs tenanciers de lutter effectivement contre la pauvreté à Goma ? D'autre part, à quelles contraintes ces tenanciers sont-ils confrontés quotidiennement dans l'exercice de leurs activités ?

Sans se faire trop d'illusion et au regard de l'engouement de la population dans les activités de débrouillardise pour suppléer à l'insuffisance flagrante des emplois dans la ville de Goma, les hypothèses suivantes ont été émises : d'une part, il est vraisemblable que l'exploitation des boutiques et kiosques, activités exercées par une frange non négligeable de la population, lui permette de suppléer aux besoins essentiels de base, notamment la nutrition, la scolarisation des enfants, le loyer ainsi que les soins primaires des membres de famille ; d'autre part ces opérateurs informels se heurtent à certaines contraintes relatives à la spoliation et aux tracasseries des agents de l'administration (services économiques, d'hygiène, d'urbanisme, ...), le coût des frais de location des espaces de travail et aux méventes liées à la prolifération des boutiques et kiosques et au faible pouvoir d'achat de la

²¹ L'expression « corruption discrète » est utilisée pour décrire plusieurs types de fautes professionnelles observées parmi les prestataires de première ligne (enseignants, médecins, inspecteurs et autres représentants de l'État qui se trouvent aux avant-postes de la fourniture de services) qui ne donnent pas lieu à des échanges monétaires. Ces agissements incluent aussi bien des écarts de comportement potentiellement observables, comme l'absentéisme, que des comportements moins visibles, tels qu'une assiduité inférieure au niveau escompté ou le contournement délibéré de règlements à des fins personnelles.

population, l'emplacement des Kiosques et boutiques, l'insuffisance des moyens investis dans l'activité.

Les approches mises à profit pour appréhender le phénomène ont été « analytique, descriptive et fonctionnaliste ». En plus de l'exploitation de certains documents, relatif au secteur informel, un sondage d'opinion ponctué des entretiens individuels de face à face a été l'indispensable procédé emprunté. L'approche fonctionnaliste²² a permis de saisir le phénomène lié à la mise en place des boutiques et kiosques et de ressortir les fonctions que jouent ces unités de production dans la lutte contre la pauvreté. La population d'enquête étant bien identifiée et bien connue, de par sa similitude à travers l'emploi exercé, il a paru plausible de procéder par un échantillonnage probabiliste aléatoire simple. Un protocole d'enquête composé de 15 questions ouvertes et de 8 questions dichotomiques a servi comme questionnaire d'enquête. Pour maximiser les chances d'atteindre tout l'échantillon, les tenanciers des Kiosque et Boutiques étaient rencontrés chaque fois, dans leur lieu de travail. Quant à la taille de l'échantillon, le nombre des tenanciers de boutiques et kiosques n'étant pas connu, la proportionnalité de 50%²³ nous a paru un indicateur de sa détermination, Ainsi nous avons usée de la formule de Daniel SCHWARTZ²⁴ :

$n = z^2 (p.q.)/e^2$, avec :

n = taille de l'échantillon

z = niveau de confiance selon la loi normale. Il est de 95%, pour $z = 1.96$

²² Paul N'DA, Recherche et méthodologie en sciences sociales et humaines. Réussir sa thèse, son mémoire de master ou professionnel, et son article, Harmattan, Paris , 2015.

²³ Comme la proportion des tenanciers des boutiques et Kiosques n'est pas connue et n'ayant pas effectué une pré-étude pour connaître ce taux, l'approche a consisté à prendre la précaution forte (Ardilly, 2006) qui préconise une proportion de 50% ($p=0,5$), parce que pour un z donné et une marge d'erreur fixée de 5%, cette proportion permet de maximiser la taille de l'échantillon à 384

²⁴ Centre de recherche <https://www.crchudequebec.ulaval.ca/wp-content/...>

p = proportion estimée de la population qui présente la caractéristique. Il s'agit des tenanciers des boutiques et kiosques dont la proportion n'est pas connue. Et pour autant qu'il n'y pas eu une pré-étude visant à connaître ce taux, sur base d'une probabilité de réalisation de 50%, $p = 0,5$ a été retenu. Ainsi, pour une probabilité de réalisation de 50 %, en prenant un niveau de confiance de 95 % et une marge d'erreur de 5 %, la taille de l'échantillon a été de :

$$\frac{1,96 \times 1,96 \times 0,5(1 - 0,5)}{0,05 \times 0,05} = \frac{3,8416 \times 0,25}{0,0025} = \frac{0,9604}{0,0025} = 384,16$$

Parti d'un échantillonnage probabiliste aléatoire simple, notre échantillon a été tiré des tenanciers des boutiques et kiosques de la Ville de Goma. Arrêté à un échantillon de 384, il y a eu 67 fiches incomplètes et ne prédisposant pas à une bonne interprétation ; ce qui a fait que n'ont été retenues que 317 fiches dont les données ressortaient avec plus de clarté, parmi lesquelles 57,7% de sexe masculin et 42,3% de sexe féminin. Le décalage entre sexe est lié au fait que ce sont les hommes qui ont été plus rencontrés et actifs dans les activités des Kiosques et Boutiques, les femmes s'orientant davantage vers les étalages du marché central.

3. Brève considération sur les activités de survie du secteur informel

Lorsque le secteur formel ne fonctionne pas comme il se doit, pour survivre, chacun imagine où se crée une activité de subsistance devant lui permettre de suppléer à des besoins quotidiens. Il se fait que tout cet ensemble de petites activités de subsistance se forme et évolue dans un cadre qui échappe au contrôle de l'Etat, souvent non fixe, très flexible et avec un rythme de conversion très rapide. Ces activités s'inscrivent dans le secteur dit « de l'informel », l'une des quatre composantes de l'économie informelle qui sont : (i) la production du secteur informel, (ii) l'économie souterraine, (iii) l'économie illégale et (iv) la production pour usage final propre²⁵

Le secteur informel, dans les villes, occupe une place importante dans la création de petits emplois, l'acquisition des qualifications, la distribution des revenus et dans les modes

²⁵ J. Charmes, 2003, cité par Rajaa Mejjati Alami, Le secteur informel au Maroc, Presses économiques du Maroc (PEM), 2014.

de produire et de consommer. Ces activités interviennent dans le fonctionnement économique, bien qu'échappant à l'emprise du circuit officiel, mais aussi dans la régulation sociale de l'ordre public du pays. Dans un environnement où l'Etat est en faillite, donc incapable de suppléer aux besoins d'emploi, incapable d'encadrer et conduire la production, lorsque le pauvre n'accède pas au revenu par le circuit formel, il s'occupe utilement en devenant son propre employeur, afin de ne pas verser dans l'oisiveté et perturber l'ordre public. Au-delà d'être une simple activité de suppléance à la carence ou au non accès au revenu, les activités de l'informel deviennent aussi un régulateur de l'ordre et de la sécurité publique. Elles permettent de nuancer et réduire le degré de nuisance et les perturbations qui seraient créées par ceux qui n'occupent pas leur temps utilement. Elles diminuent le taux de délinquance.

Ainsi, l'émergence et la consolidation de pratiques informelles de production, de consommation des biens et services et de formes de mise au travail poursuivent des objectifs à la fois économiques, permettant aux gens de produire du revenu, de mettre à la disposition des consommateurs des biens auxquels ils ne sauraient accéder autrement et sociaux en tant que soupape de sécurité de l'explosion sociale. S'intéressant à ce secteur, le BIT²⁶ dit que l'emploi dans le secteur informel urbain est passé en 10 ans (1980/1990) de 58 à 77% de l'emploi total²⁷. Cette situation garde une certaine similitude dans les autres pays africains, bien sûr avec des modulations en hausse ou en baisse selon les Pays. Mais tout compte fait, avec la conjoncture économique actuelle et les effets des crises sociale, politique et économique mondiales, la situation ne tend pas à s'améliorer.

Dans une communication sur le secteur informel, Rajaa Mejjati ALAMI dit que « l'hétérogénéité du secteur informel n'est plus à démontrer, tant par ses activités que par les acteurs qui y interviennent. Il recouvre des réalités aussi diversifiées que l'artisanat traditionnel, le commerce de rue, l'emploi non déclaré, la micro entreprise, le travail à domicile, les prestations de services (services personnels, d'entretien, de réparation...), les

²⁶ BIT : Bureau International du Travail

²⁷Bain, O. et Liotier, J. M., afriquepluriel.ruwenzori.net/economie-informelle.htm, consulté le 14/07/2017, à 11h00

activités de transport, la contrebande, »²⁸. Le secteur informel signifierait facilement les unités qui ne disposent pas de comptabilité complète décrivant leurs activités.

Les activités qui se développent au sein du secteur informel sont les conséquences de la migration, de l'urbanisation, de la crise de l'emploi officiel et de la situation sur le marché du travail, de l'incapacité de l'état à réguler l'activité économique, de l'échec du Programme d'ajustement Structurel (PAS), partout où il a été appliqué, de la montée de la pauvreté, de la situation du système éducatif et de la faiblesse du cadre réglementaire. Elles constituent un phénomène induit à la fois par les processus d'ouverture, les modes de développement inadaptés (souvent du copié-collé à travers un mimétisme asservissant) que par la spécificité des régulations sociales et endogènes.

Ce secteur, de par son dynamisme et la part sans cesse grandissante qu'il occupe dans les économies des pays en développement, singulièrement en Afrique, est devenu une composante majeure de l'économie nationale. Bien que souffrant de sa faible productivité, de la précarité de l'emploi qu'il procure et des conditions de travail, autant de facteurs qui entravent sa croissance et sa compétitivité, ce secteur reste indispensable et la seule opportunité à travers laquelle les populations avec de faibles revenus parviennent à se retrouver dans le processus de lutte contre la pauvreté. Compte tenu de son importance, il exige qu'on donne à ceux qui s'y sont investis les moyens de s'organiser et ainsi d'influer sur les orientations politiques, économiques, fiscales et sociales qui permettraient une véritable intégration du secteur dans l'économie nationale. Ce secteur favorise un essaimage de toutes sortes d'activités de subsistance dans la dynamique du « struggle for life », le combat pour la survie. On crée des activités, non pour générer des recettes, mais pour soutenir le rythme de survie quotidien, par rapport à « la résilience du pauvre ». Pour autant que ce circuit permette à de nombreuses familles de vivre et de diminuer les tensions sociales qui seraient

²⁸ Rajaa Mejjati ALAMI, Le secteur informel au Maroc, www.ird.fr/maroc/colloque/Files/mejjati_alami, consulté le 5/6/2017

préjudiciables à la société, les activités y relatives sont incontournables dans la configuration de la conjoncture et de la crise mondiale actuelles.

4. Résultats de l'enquête

4.1. Tenue des boutiques et les kiosques : activité de survie spécifique

Tableau 1 : Caractéristiques sociodémographiques des tenanciers des boutiques et kiosques

Sexe	Fréquence	%
Masculin	183	57,7
Féminin	134	42,3
	317	100
Etat civil		
	Fréquence	%
Marié	120	38
Célibataire	95	30
Divorcé	13	4
Veuf	51	16
Polygame	38	12
Total	317	100

Parti d'un échantillonnage probabiliste, notre échantillon a été tiré de façon aléatoire dans la population de la Ville de Goma. Le dépouillement a porté sur 317 fiches remplies complètement dont 57,7% de personnes de sexe masculin et 42,3% de sexe féminin. Le

décalage de proportion entre sexe est lié au fait que ce sont les hommes qui sont plus actifs dans les activités des Kiosques et Boutiques, les femmes s'orientant davantage vers les étalages du marché central. Et selon l'état civil, 38% des tenanciers des boutiques et kiosques sont mariés monogamiques, 30% célibataires. En effet, pour ce chiffre, la proportion des célibataires âgés tend à s'augmenter à cause de la pauvreté²⁹, 4% sont des divorcés contre 16% des veufs, situation fort influencée par les guerres dont la Ville est une victime indirecte car elle reçoit tous les déplacés, principalement des territoires périphériques. Enfin 12% des polygames. Cette catégorie a été séparée de ceux avec le mariage monogamique (38%), étant entendu que pour les polygames, les charges familiales se multiplient par deux, étant entendu qu'ils doivent suppléer aux besoins de deux ménages. Ce qui semble préjudicier le niveau d'amélioration des conditions de vie.

²⁹ Dans les échanges à bâton rompu avec cette catégorie de boutiquiers, à l'unanimité, tous voudraient bien prendre des engagements et fonder leurs familles, mais les exigences de la dot, son exorbitance et le coût de l'organisation de la fête de mariage sont devenus un grand investissement inaccessible et un luxe que les petites économies ne peuvent s'offrir.

Tableau 2 : Etudes faites et âges des enquêtés

Etudes faites		
	Fréquence	%
Sans	44	14
Primaire	38	12
Secondaire	89	28
Professionnelle	25	8
Universitaire	121	38
Total	317	100
Age		
	Fréquence	%
16-25	54	17
26-35	146	46
36-45	79	25
+ 45	38	12
Total	317	100

Par rapport à l'âge et au niveau d'étude, une proportion importante d'universitaires : 38% dans le circuit de l'informel contre 28% du secondaire, 8% qui ont fait la formation professionnelle et seulement 14% qui sont analphabètes. En ce qui concerne l'âge des usagers, la majorité se trouve dans la tranche de 26-35 ans en raison de 46% contre 25% pour ceux dont l'âge varie entre 36-45 ans et 17% pour ceux de 15-25ans.

Tableau 3 : Taille des ménages des tenanciersDes Boutiques et Kiosques à Goma¹

N°	Taille de la famille	Fréquence	%
1	1-3	124	39
2	4-6	101	32
3	7-9	35	11
4	+9	57	18
5	Total	317	100

Par rapport à la taille des ménages, on observe une tendance manifeste à la baisse. Alors que en 2003, l'étude globale sur la situation de la ville de Goma¹ dégageait que pour plus de 64%, la taille moyenne était de 6,5 à 7 personnes dans un ménage à Goma, il se remarque actuellement que 39% ont tout au plus 3 personnes, 32% sont entre 4 et 6 personnes et ceux qui ont plus de 6 personnes ne représentent plus que 29%.

4.2. Clientèle et revenu journalier dans l'activité des boutiques et kiosques

Tableau 4 : Proportion de la clientèle journalière

Clientèle journalière	moyenne	Fréquence	%
Journalière	Maximum 10	87	27,4
	Entre 11-20	96	30,3
	Entre 21-30	65	20,5
	Entre 31-40	46	14,5
	Plus de 40	23	7,3
Total		317	100

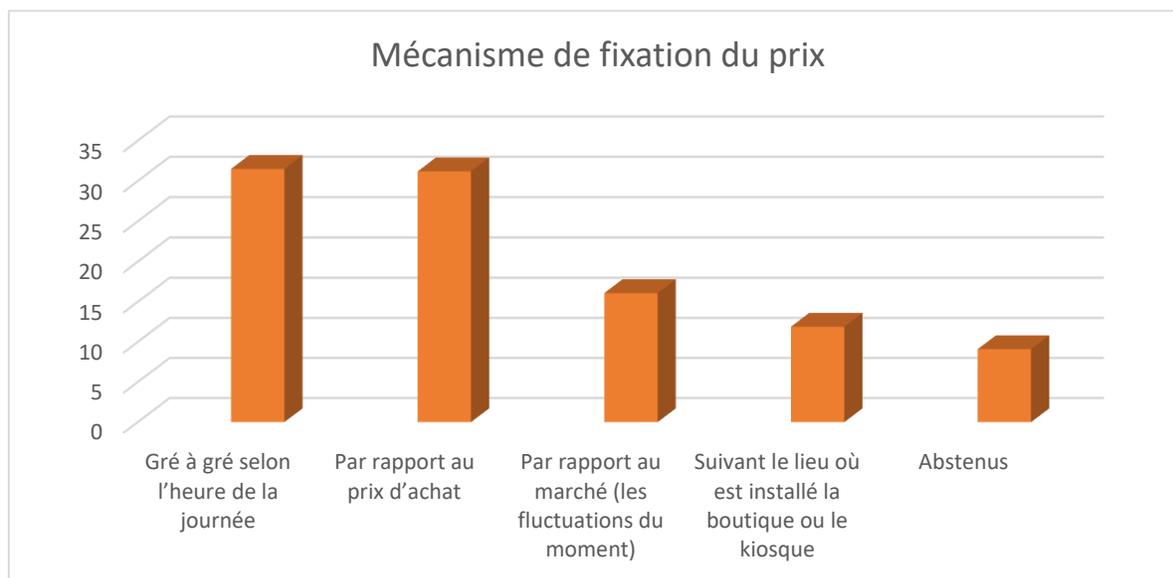
Tableau 5 : Revenu moyen

Revenu moyen journalier	Fréquence	%
- de 50\$	114	36
50-100\$	82	26
101-200\$	44	14
201-300\$	38	12
+ 300\$	39	12
Total	317	100

Dans la tenue de leurs activités de lutte contre la pauvreté, la moyenne de clients reçus par jour varie entre 10 et 40 personnes. Mais pour plus de la moitié, soit 57,7%, la situation est précaire car ils ne dépassent pas 20 acheteurs par jour. Cependant, par rapport aux ventes journalières, plus de 50% gagnent au-delà de 50\$ par jour. En particulier 14% arrivent à 200\$, 12% entre 201 et 300\$ par jour contre 12% qui vont au-delà de 300\$ par jour.

4.3. Fixation des prix des articles

Figure 1 : Mécanisme de fixation du prix des articles

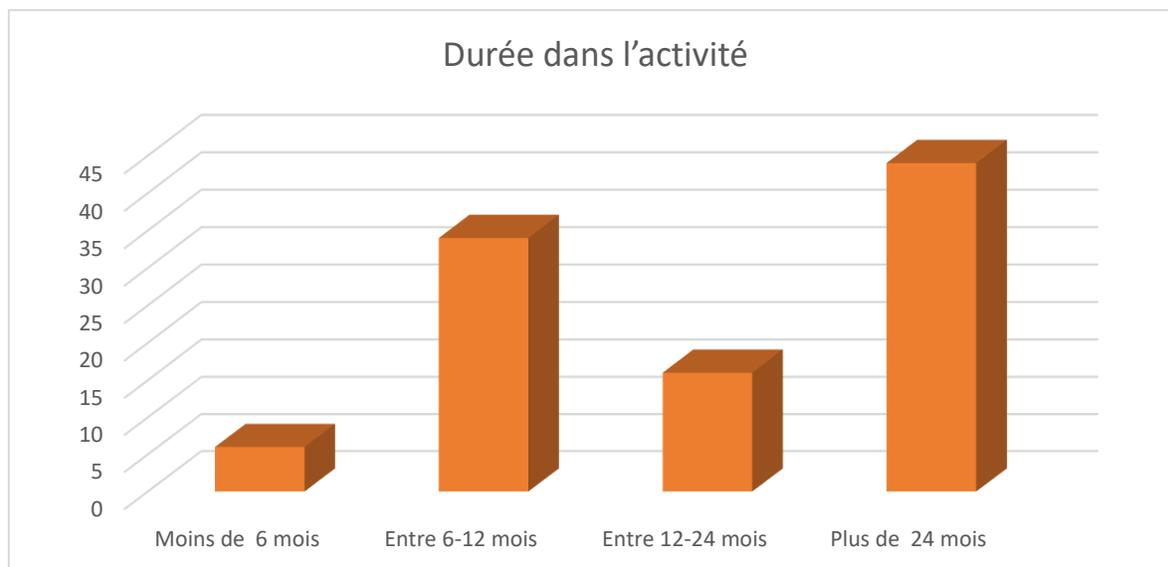


La fixation des prix de services ou prestation, tel qu'on peut le voir dans la Figure ci-dessus, se fait selon différentes façons, tantôt de gré à gré et en fonction de l'heure de la journée de présentation du client (51,5%)³⁰, par rapport au prix d'achat (31,2%) et par rapport à la fluctuation du marché (16,1%). Et 11,9% disent que la fixation du prix dépend du lieu de localisation de la boutique, tandis que 9,1% se sont abstenus à donner une réponse.

4.4. Temps passé dans l'activité exercée

En même temps qu'il y a ceux qui font de l'apprentissage dans l'activité de boutique/kiosque, d'autres s'y sont finalement investis en tant qu'activité permanente de survie.

³⁰ Il y aurait des heures de pointe pendant lesquelles le vendeur observe une certaine rigidité (toute l'avant midi jusque vers 16 heures de l'après-midi, par moment jusqu'à 19 heures pour ceux qui sont le long des artères principaux: route principale Katindo, virunga). Quant au marchandage, et d'autre moment où il est plus flexible.

Figure 2 : Durée dans l'exercice de l'activité de boutique/kiosque

Par rapport au temps déjà passé dans le travail d'exploitation d'une boutique ou d'un kiosque, 40 % y sont depuis moins d'un an, 16% tout au plus deux ans et 44% plus de 2 ans.

4.5. Caractéristiques de la clientèle

Ne pouvant pas, à chaque opération, s'enquérir du statut du client, il a été difficile aux tenanciers des boutiques/kiosques de déterminer la catégorie des clients qu'ils reçoivent journalièrement. Cependant, dans l'ensemble, 20% des tenanciers de boutiques estiment, qu'ils sont salariés de l'Etat, dont les opérations d'achat sont intenses lors de la paie de leur salaire, 64% parlent des vendeurs du secteur informel, les deux sexes confondus et 16% qui seraient constitués de ceux dont le contact avec la boutique est, c'est-à-dire ceux qui achètent occasionnellement.

4.6. Paiement des taxes de l'État

Tableau 6 : Souscription à la taxe

N°	Paiement taxes	Fréquence	%
1	Oui	133	42
2	Non	184	58
3	Total	317	100

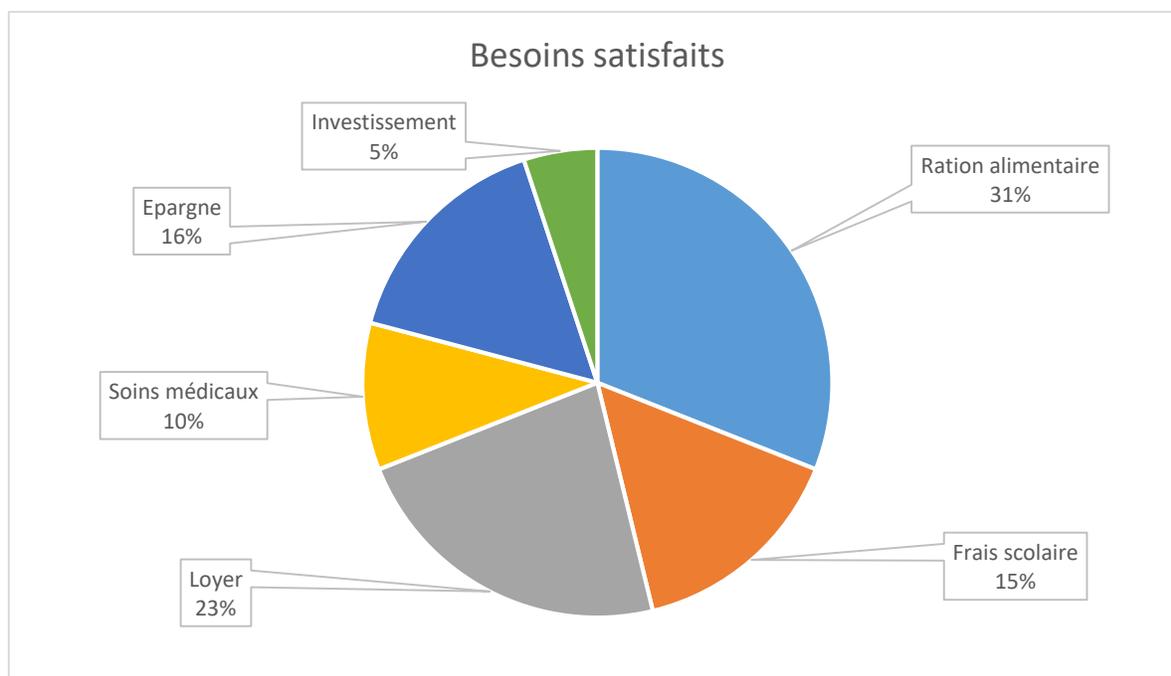
Tableau 7 : Volume et périodicité du paiement

N°	Volume de la taxe	Fréquence	%
1	-10\$	25	19
2	11-20\$	19	14
3	+ 20\$	89	67
	Total	133	100

De ces résultats, 42% reconnaissent être soumis à des taxes pour exercer leur activité contre 58% qui ne le paient pas. . Quant au paiement de la taxe, 67% estiment qu'elle est élevée s'ils doivent tenir compte de certaines faveurs occasionnelles consenties lors des passages intempestifs de la pléthore d'agents des services multiples commis au contrôle de l'existence des pièces justifiant la conformité à la souscription aux exigences légales.

4.7. Besoins satisfaits par le revenu de l'exercice de l'activité des boutiques ou Kiosques

Plusieurs besoins sont satisfaits, bien que cette activité soit confrontée à plusieurs contraintes et que les tenanciers doivent relever plusieurs défis, le revenu qu'elle produit permet la satisfaction de certains besoins élémentaires.

Figure 3 : Besoins satisfaits par l'exercice de cette activité

En effet, 36% parviennent à payer le loyer de locaux qu'ils occupent dans l'exercice de l'activité ou de leur logement en tant que locataire, 24% les frais scolaires des enfants, 16% couvrent les soins de santé de leurs familles, 49% parviennent à couvrir les frais relatifs à l'alimentation et 25% font l'épargne auprès des institutions de micro crédit.

4.8. *Lieu d'approvisionnement*

A l'unanimité, tous les tenanciers ont dit que, selon la taille de l'unité de production et le montant disponible, ils exploitent deux voies d'approvisionnement : localement chez certains grossistes à partir de leurs entrepôts, ou de l'extérieur par un déplacement personnel ou par le canal des connaissances qui font les mêmes activités.

4.9. Activités complémentaires au maillon Boutiques/kiosques dans la Ville de Goma

La tenue d'une boutique ou d'un kiosque ne parvenant pas à répondre à tous les besoins des ménages, plusieurs tenanciers ou leurs conjoints exercent une activité complémentaire.

Tableau 8 : Activités complémentaires au maillon boutique/kiosque exercées par les enquêtés

N°	Activité complémentaire	Fréquence	%
1	Commissionnaire	76	24
2	Vendeur sur étalage	26	8
3	Vendeur d'essence	38	12
4	Détaillant des produits vivriers	44	14
5	Professionnel de sexe	13	4
6	Laveur des voitures	25	8
7	Portefaix	13	4
8	Colporteur	13	4
9	Casseur des pierres	25	8
10	Sans avis	44	14
11	Total	317	100

. Au regard des chiffres, 24% sont des commissionnaires, 14% n'ont pas voulu identifier le genre d'activités complémentaires qui sont les leurs. Les autres proportions sont réparties dans les portefaix (4%), les colporteurs (4%), les casseurs de pierres (8%), vendeur

d'essence (12%), détaillants des produits vivriers (14%), laveur des voitures (8%) ainsi que les vendeurs sur étalage (8%). Mais un fait qui doit retenir l'attention, une proportion de 4% qui combinent l'activité de boutique/kiosque avec celle de professionnels de sexe.

4.10. Occupation avant l'activité de tenanciers des boutiques et des Kiosques

Avant de s'investir dans la tenue d'une boutique, d'un kiosque, plusieurs tenanciers avaient une autre occupation.

Tableau 9 : occupation avant l'activité dans la boutique ou Kiosque

N°	Occupation précédente	Fréquence	%
1	Sans avis	159	50
2	Domestique	6	2
3	Mécanicien	19	6
4	Commissionnaire	38	12
5	Enseignant	44	14
6	Animateur Radio	19	6
7	Agent ONG	32	10
8	Total	317	100

Bien que 50% affirment n'avoir eu aucune autre activité avant, (ce qui n'est pas toujours évident car tout le monde se débrouille d'une façon ou d'une autre), les 50% restant étaient opérationnels dans une autre occupation, dont 14% étaient avant des enseignants, 10% étaient dans les ONG et se sont convertis dans d'autres occupations supposées plus lucratives.

4.11. Raison du choix de l'activité

Les boutiques et kiosque portent généralement leur choix sur les articles communément appelés

« Les divers ».

Tableau 10 : Choix de l'activité

N°	Raison du choix de l'activité	Fréquence	%
1	Opportunité facile à imiter	80	25,2
2	Rentable	65	20,5
3	Sans trop d'exigences financières pour son installation	25	7,9
4	Sans avis	51	16,1
5	Créer son entreprise	41	12,9
6	S'occuper en attendant mieux	55	17,4
	Total	317	100

Dans la recherche de compréhension des motivations qui ont milité au choix de l'activité, 25,2% disent qu'il s'agit d'une opportunité facile à imiter, contre 20,5% qui ont trouvé que l'activité choisie était rentable et leur permettrait d'améliorer leurs conditions de vie, 16,1% sont restés sans avis, 17,4% soutiennent qu'il s'agit d'un passe-temps en attendant mieux, et 7,9% disent qu'il s'agit d'une activité qui n'a pas beaucoup d'exigences financières pour son installation.

5. Regard critique sur le maillon boutiques/kiosques vis-à-vis de la survie de leurs tenanciers

Par rapport aux études faites (Tableau 2), la débrouillardise implique de plus en plus ceux qui ont étudié et qui sont sans emploi. Il est dit que « l'analyse de la pauvreté par rapport aux niveaux d'instructions du chef de ménage atteste de l'importance de l'éducation dans l'amélioration du niveau de vie des ménages »³¹. Alors que les études ne constituent plus une garantie d'accessibilité rapide à un emploi, les jeunes diplômés s'investissent dans la première possibilité qui s'offre, l'essentiel étant de ne pas végéter dans l'inactivité. En définitive, « il ne s'agit pas seulement de créer des emplois, mais de créer des emplois d'une qualité acceptable »³². On comprend dès lors qu'il ne s'agit pas d'abord de gagner, mais bien plus de s'occuper utilement et d'échapper à ce cycle infernal de chômage et qui ne cesse de s'intensifier.

Quant à ce qui concerne l'âge, tel que le montre le Tableau 2, il ressort que ceux de plus de 45 ans sont moins versés dans la lutte contre la pauvreté : 12 % seulement. Il s'agirait de l'âge où les ambitions sont refroidies, avec très peur de risque d'investissement d'un revenu dont on n'est pas sûr des dividendes effectifs en retour.

Concernant la taille des ménages (Tableau 3), de plus en plus de foyers (71%) sont dans la marge de 3 à 6 personnes. En effet, le travail sur l'analyse de la pauvreté en République démocratique du Congo, confirme la taille moyenne des ménages à 5,4 personnes³³.

Aujourd'hui s'il se remarque que les jeunes contractent le mariage à un âge avancé, il y a d'autre part l'influence de la médiatisation des supposés bienfaits des familles moins nombreuses et de leur incidence sur les conditions de vie.

³¹ Ahmed Moumami, Op. Cit.

³² Soulèye Kanté, le secteur informel en Afrique subsaharienne francophone: vers la promotion d'un travail décent BIC, secteur de l'emploi, 2002/15

³³ Idem

Si on doit tenir compte du revenu de 50\$ par jour comparativement au revenu moyen de la population dans les pays à revenu bas, sur base des estimations de 2,5\$ de la banque mondiale, il est vraisemblable que l'exploitation d'une boutique/un kiosque permet à une proportion non négligeable (64%) de gens d'accéder à un revenu supérieur au seuil de pauvreté de 2,5\$/jour. Il reste cependant toute la question de l'affectation et du genre de besoin satisfaits.

Concernant le mécanisme de fixation des prix, Il se fait remarquer que dans un environnement et pour des activités fluctuant fortement, il n'y a pas de politique de prix qui est de mise. Les prix sont souvent fonction des circonstances du moment. Celui qui attend subvenir aux besoins du jour par ses ventes et qui jusqu'au soir n'a rien vendu, il livre ses articles à moindre prix, l'important étant d'avoir à manger ce jour-là. Cependant, lorsqu'on se trouve dans un endroit plus sollicité, la tendance c'est de garder un prix élevé, à la hauteur de certaines catégories d'acheteurs.

Par rapport au choix de l'activité (Tableau 7), les opportunités d'exploitation des boutiques et kiosques reposent sur l'approche de la diversification des articles dans ce sens qu'en mettant à la disposition des clients une gamme variée, il y aurait plus de chance de vendre quelque chose. Il s'observe cependant une forte tendance à se copier, ce qui fait que ce n'est pas l'étude du marché qui oriente le choix de l'activité ou des articles, mais une sorte de conformisme par rapport à ce qu'on voit chez le voisin.

La Figure 2 fait référence au temps passé dans cette activité par les tenanciers des boutique/kiosque. En effet, ce genre d'activités sont aussi aléatoires et ne garantissent aucune durabilité. Elles fluctuent en fonction du milieu, de la clientèle et de la mise à disposition des articles les plus prisés par les consommateurs. Les gens les exercent de façon ponctuelle tout en les combinant avec d'autres activités complémentaires. Les gens se convertissent ainsi dans diverses occupations, ils passent d'une activité moins lucrative à celle qui semble procurer plus d'opportunités d'accessibilité au revenu. Mais dans l'ensemble, cette activité est exercée en attente de celle qui sera moins pénible, mais qui répondrait aussi à la « *respectabilité* » de l'utilisateur par rapport à son niveau d'étude. Elle ne requiert pas la

configuration d'une PME qui aurait de chance de grandir. Quant au paiement des taxes, 58% d'enquêtés ne paient pas. Il est dit que pour une activité aléatoire c'est difficile de normaliser une taxe quelconque et alors les gens se dérobent et se limitent seulement aux pourboires offerts aux agents pour qu'ils leur laissent un répit de travail. Il s'agit là d'une perte énorme au trésor public. « Selon les enquêtes menées par la Banque mondiale auprès des entreprises, les pratiques du secteur informel sont le troisième obstacle le plus fréquemment cité par les entreprises formelles en Afrique subsaharienne (devant le taux d'imposition et la corruption). Le secteur des activités informelle est une aubaine pour certain et qui banalise la corruption devenue chronique, telle *la grande corruption et la corruption discrète* ». ³⁴ En effet, dans un environnement où la plupart d'agents commis à cette tâche ne sont pas payés ou le sont avec des salaires de misère par le pouvoir public, cette pratique bénéficie d'une certaine tolérance, bien que dans certaines déclarations, on la fustige dans une sorte d'hypocrisie collective de tous ceux qui en profitent.

Comme toute activité de survie inscrite dans l'économie populaire, celle de boutique et kiosque, couvrent avant tout les besoins de survie car tous nos enquêtés sont d'avis qu'ils gagnent régulièrement le pain quotidien et parviennent à se payer le loyer et à supporter les études des enfants. Aussi, « à la fois productive et distributive, l'économie populaire induit en outre des effets appréciables en termes d'intégration économique, de cohésion et de régularisation sociale, fonctions pour lesquelles l'Etat s'est précisément révélé défaillant, voire impuissant » ³⁵. Mais pour arrondir leur revenu qui est en dessous des besoins essentiels, les boutiquiers et tenanciers des kiosques élargissent leurs activités vers d'autres filières complémentaires.

³⁴ Banque Mondiale, 2010, Op.Cit.

³⁵ Soulèye Kanté, Op.Cit.

Conclusion

Cette réflexion est partie de deux questions fondamentales, à savoir d'une part si les activités des kiosques et des boutiques permettaient à leurs tenanciers de lutter effectivement contre la pauvreté à Goma, d'autre part, à quel genre de contraintes ils étaient confrontés quotidiennement dans l'exercice de leurs activités. En réponse, deux hypothèses en ont constitué le soubassement, notamment que l'exploitation des boutiques et kiosques, permettait aux tenanciers de suppléer aux besoins essentiels de base, mais qu'ils se heurtaient ; malheureusement à certaines contraintes relatives à la spoliation et aux tracasseries des agents de l'administration. Cependant, qu'il s'agisse des boutiques ou des kiosques, ce sont de très petites entreprises mise en place par les tenanciers et qui sont une alternative pour résorber le chômage. Et comme le dit Rajaa Mejjati Alami³⁶ « *les activités informelles constituent une modalité particulière de la dynamique sociale dans les pays en développement. Elles sont une réponse de la société à des besoins nouveaux, ainsi que des inventions sociales dans un contexte précaire qui amènent les acteurs à diversifier leurs stratégies d'insertion par la pluriactivité, à minimiser les risques par la recherche d'opportunités de revenu et à s'adapter à des catégories sociales à faible pouvoir d'achat* ».

Alors que le gouvernement est incapable de créer des emplois^{37,38} et de répondre aux attentes des demandeurs, la résilience de la population l'amène à l'entrepreneuriat individuel. Il est regrettable cependant de constater qu'alors que ces initiatives ne bénéficient d'aucun mécanisme d'encadrement, d'accompagnement ou d'amplification, ce qui soulagerait le pouvoir public, en plus ceux qui entreprennent sont victimes de plusieurs tracasseries administratives, relatives aux multiples taxes qui découragent les initiatives. Il y a lieu de souligner aussi le caractère extraverti de la dynamique d'approvisionnement. L'essentiel des

³⁶ Rajaa Mejjati Alami, Op. Cit.

³⁷ S'agissant de l'emploi des jeunes, plus de 70 % d'entre eux sont au chômage. Sur 9 000 étudiants sortant chaque année des universités congolaises, moins de 100 trouvent du travail (BAD/OCDE, RDCongo, Perspectives économiques en Afrique 2012, www.africaneconomicoutlook.org).

³⁸ Dans le deuxième Document de stratégie de croissance et de réduction de la pauvreté (DSCR 2), couvrant la période 2012-16, est prévue la création de 900 000 emplois par an pour les jeunes. Mais cet objectif ambitieux semble difficile à atteindre.

articles ne se retrouvent pas sur le marché local. Ce qui réduit l'amplitude et l'efficacité opérationnelle et de rationalisation de ces activités de l'économie informelle de service. La conséquence est qu'elles gardent le statut d'un réceptacle des gens qui sont en chômage déguisé, en attente de meilleures opportunités plus rémunératrices, pour décoller.

L'enquête menée sur terrain, appuyée des lectures et de l'exploitation des données récoltées a permis de comprendre que l'exploitation des boutiques et des kiosques, est une opportunité de création des emplois pour la population, à la condition qu'il y ait des mécanismes de protection et de promotion.

BIBLIOGRAPHIE

1. Ahmed Moumm (2010), Analyse de la pauvreté en République démocratique du Congo, Banque Africaine de Développement, N° 112.
2. Alexandre BERTIN et David LEYLE (2007), Mesurer la pauvreté multidimensionnelle dans un pays en développement, Démarche méthodologique et mesures appliquées au cas de l'Observatoire de Guinée Maritime, Cahiers du GREThA, n° 2007-17, Université Montaigne-Bordeaux III.
3. Ardilly, P. (2006). Les techniques de sondage, Editions TECHNIP, Paris, France, librairie Eyrolles, 688 pages.
4. BAD/OCDE (2012), RD Congo, Perspectives économiques en Afrique 2012, www.africaneconomicoutlook.org).
5. Banque Mondiale (2005), L'Initiative de la stratégie de réduction de la pauvreté : Conclusions de dix études de cas de pays ayant bénéficié du soutien de la Banque mondiale et du FMI, Washington, D.C.
6. Banque Mondiale (2016), République démocratique du Congo-Évaluation de la pauvreté, Rapport n°: ACS19045.
7. BIT : Bureau International du Travail
8. Canalis, E. et Ebert, C., croissance et population, www.yildizoglu.fr/croissance/dos9900/population.html

9. Charles Mayola Mavunza, la liberté dans la pauvreté ou la richesse dans l'esclavage, IN « *Congo-Afrique* », N°485, mai 2014, pp.313-327
10. Classement des Etats du monde par Indices de Développement (2024), [Atlasocio.com](https://atlasocio.com)
<https://atlasocio.com/classements/economie/...>
11. Commission européenne (2010), *Pauvreté et exclusion sociale*, Direction générale de l'Emploi, des Affaires sociales et de l'Egalité des chances (DG EMPL).
12. *Courrier International* (2012), *Au-dessous du volcan, Goma tremble*, n° 1596, p. 24, traduit d'un article publié dans *The Economist* le 23 mai 2021
13. Eugen Brand, Isabelle Pypaert Perrin et al. (2014) *Pour un Développement Durable qui ne laisse Personne de côté : Le défi de L'après-2015*, Mouvement international ATD Quart Monde France, www.editionsquartmonde.org
14. fr.wikipedia.org/wiki/Objectifs_du_millénaire_pour_le.
15. fr.wikipedia.org/wiki/Seuil_de_pauvreté
16. https://www.francophonie.org/IMG/pdf/secteur_informel_emplois_et_transformation_structurale.pdf
17. ISIG et Région Wallonne Belgique (2002), *Etude Globale sur la situation de la Ville de Goma après l'éruption volcanique de Nyiragongo*.
18. Rajaa Mejjati Alami (2014), *Le secteur informel au Maroc*, Presses économiques du Maroc (PEM).
19. M. G. Cabral Da Silva (1995), *organisation socio-economique de l'industrie informelle du traitement des déchets au Nord-Est du Brésil*, IN « *Alternatives Sud, emploi, croissance et précarité* », Vol II (1995), pp 81-90.
20. Marcelo P. Sanchez (1995), *Précarité de l'emploi et acteurs sociaux en Amérique Latine* IN « *Alternatives Sud, emploi, croissance et précarité* », Vol II (1995) », pp.91-110
21. Nations Unies et RDC (2012), *Plan d'Action Humanitaire*.
22. Nations Unies (2013), *Objectifs de Millénaire pour le Développement*.
23. Nicolas Ponty (1998), *Mesurer la pauvreté dans un pays en développement*, *Statéco* n° 90-91.
24. Nord Kivu (2005), *Document de Stratégie et de Réduction de la Pauvreté Provincial*

25. Olivier Bain, et Jean-Marc Liotier, afriquepluriel.ruwenzori.net/economie-informelle.htm
26. Organiser les travailleurs du secteur informel, www.ilo.org/public/french/region/afpro/abidjan/publ/oit9/combat5.pdf
27. Paul N'DA (2015), Recherche et méthodologie en sciences sociales et humaines. Réussir sa thèse, son mémoire de master ou professionnel, et son article, Harmattan, Paris.
28. Rapport Mairie de la Ville de Goma, 2010
29. Rapport Mairie de la Ville de Goma, 2016.
30. PNUD (2023-2024), Rapport sur le Développement Humain, UN Plaza, New York, NY 10017, États-Unis
31. RDC (2006), Document de Stratégie, de Croissance et de Réduction de la Pauvreté
32. Sabine Cessou, <http://www.monde-diplomatique.fr/mav/143/CESSOU/53893>)
33. Serge Paugam (2005), les formes élémentaires de la pauvreté, PUF, Paris.
34. Soulye Kanté (2002), le secteur informel en Afrique subsaharienne francophone: vers la promotion d'un travail décent BIC, secteur de l'emploi, N°15
35. Wolfgang S. et Gustavo E. (2003), des ruines du développement, Editions Rocher/Serpent à plumes.
36. www.congo-autrement.com/blog/accueil/, présentation de la Ville de Goma